



Journée de l'économie
economiesuisse à l'épreuve
Vendredi 1^{er} septembre 2006

Seul l'exposé prononcé fait foi

economiesuisse à l'épreuve

Discours d'Ueli Forster à l'occasion de la Journée de l'économie, le 1^{er} septembre 2006

Mesdames et Messieurs,

C'est la dernière fois que je présente un rapport sur notre Fédération même si, en raison des circonstances, je resterai encore quelque temps en fonction. Malgré cette « retenue », comme certains médias ont qualifié la prolongation de mon mandat, je constate avec satisfaction aujourd'hui qu'economiesuisse est plus forte que jamais dans ses compétences fondamentales. Mais comme notre travail, contrairement à celui d'une entreprise, ne peut se traduire en chiffres, je ne souhaite pas, notamment au vu des tensions internes qui touchent notre association, que cette déclaration passe pour un exercice d'autocongratulation. Les personnes qui me connaissent savent bien que ce n'est pas dans mes habitudes. Elles savent aussi que je privilégie une approche critique, que je me remets aussi en question et que je ne me voile pas la face. Quels sont les faits ?

1. Nos organes sont composés de personnalités qui dirigent avec succès des entreprises importantes de notre économie. Ces personnes ne se contentent pas de contribuer à la prospérité et à la croissance. Elles s'engagent avec conviction au sein d'economiesuisse, dans l'intérêt de notre place économique, au prix d'une somme de travail parfois considérable.
2. Les nombreuses commissions actives dans différents domaines politiques sont formées d'experts aguerris qui savent lier la théorie et la pratique et forment un réseau de spécialistes remarquable. Cela rend notre travail crédible.
3. La direction, qui s'appuie sur d'excellents responsables de dossiers, jouit aussi d'une grande expérience. Son travail est sérieux et efficace.
4. Les parlementaires de tous bords apprécient nos analyses et notre capacité à présenter les questions d'actualité de manière simple et pragmatique.
5. Nos dossiers d'information et nos résumés sont utiles aux organisations membres, à nos membres directs et, via les médias, à l'opinion publique.
6. Certains conseillers fédéraux et certains offices fédéraux, de même que les conférences des cantons, entretiennent volontiers le contact avec nous et apprécient, d'une manière générale, nos propositions. Nous avons du respect les uns pour les autres.

7. Nous sommes parvenus dans certains domaines, dont la politique financière et fiscale, la politique économique extérieure, la politique de la formation et de la recherche ainsi que sur d'autres thèmes, à assumer non seulement un rôle de leader, mais aussi à faire aboutir nos positions dans le processus politique. Dans d'autres domaines, nous sommes en bonne voie pour tenir ce rôle.
8. Nos activités de campagne sont non seulement appréciées par l'économie, les partis bourgeois, le Conseil fédéral et parfois même par la gauche, mais elles sont aussi couronnées de succès sur presque tous les fronts et en particulier dans le domaine de l'économie extérieure. Notre Fédération a acquis un savoir-faire envié.
9. Et enfin, la fusion entre le Vorort et la sdes a fait ses preuves. Car en effet economiesuisse est plus avantageuse en termes de coûts, mais elle est aussi plus efficace, dans la mesure où les responsables des différents dossiers de politique économique sont également impliqués dans le travail de relations publiques.

economiesuisse est aujourd'hui – en dépit de tous les avis contraires, rarement fondés du reste – une association svelte et efficace qui ne craint pas la comparaison si on tient compte de la diversité de ses tâches, de la nécessité d'être active sur presque tous les thèmes de politique économique et des campagnes politiques. Les organisations économiques faitières de pays comparables ont des dépenses bien plus élevées. Celles de nos homologues danois, finlandais et autrichiens représentent entre deux et sept fois les dépenses d'economiesuisse. Pourtant, démocratie directe oblige, nous devons entretenir une organisation de campagne que nos homologues ne connaissent pas.

Tout cela, et bien plus encore, Mesdames et Messieurs, ce sont des faits qui ont été reconnus, même pendant cette période de turbulences. Je tiens à souligner tout spécialement que vous n'avez jamais contesté le fait qu'economiesuisse remplissait totalement son mandat principal, celui de renforcer durablement les conditions-cadre dans l'intérêt de la compétitivité de l'économie suisse dans un environnement mondialisé.

Néanmoins, il existe visiblement un malaise, principalement chez certains de nos membres : un appel à des réformes a été lancé. Il faut analyser la situation.

Mesdames et Messieurs,

Les exigences en matière de réformes se sont accrues, non seulement pour les sujets économiques, mais aussi pour la politique et l'Etat. De même manière, les attentes ont augmenté envers les organisations représentant les intérêts de l'économie. Permettez-moi de développer ce point.

Dans l'idéal, les milieux économiques et politiques souhaitent une économie qui « parle d'une seule voix ». Il est dès lors plus facile pour le monde politique de prendre position, dans le sens de cette voix unique – ou contre celle-ci. Et cela renforce l'économie en tant que puissance politique.

Cependant, plus vite le monde évolue, plus les attentes individuelles des entreprises et des branches se différencient. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent qu'il n'est plus possible de répondre aux questions de politique économique avec le célèbre test des trois questions : « Une mesure étatique est-elle (premièrement) conforme au système, est-elle (deuxièmement) conforme à l'objectif et est-elle

(troisièmement) proportionnée ? » Il va de soi que ces questions restent importantes, mais elles sont souvent reléguées au second rang derrière une autre question plus pertinente : « Sommes-nous sur un pied d'égalité avec la concurrence internationale ou mieux encore, ne devrions-nous pas jouir d'une position plus avantageuse qu'elle ? »

C'est ainsi que, dans le domaine de la politique européenne, on ne parle plus – ou plus exclusivement – d'eurocompatibilité, mais d'eurocompétitivité. L'idée est que la place économique suisse a besoin de conditions-cadre meilleures que celles de l'UE. C'est la raison pour laquelle nous appuyons une politique économique extérieure qui, si elle mise avant tout sur l'approche multilatérale, doit être renforcée par des accords de libre-échange bilatéraux et d'autres accords – c'est encore plus vrai depuis l'échec du cycle de Doha – en vue d'optimiser notre position par rapport aux grands blocs commerciaux.

Pour pallier les déficits du processus de libéralisation multilatéral, nous devons désormais jouer la carte du bilatéralisme au niveau mondial et nous préparer à conclure des accords de libre-échange ciblés avec certains pays. Dans ce cadre, la politique agricole ne doit pas systématiquement constituer un obstacle à la conclusion de nouveaux accords. C'est pourquoi il est urgent, pour avancer, de mener à terme PA 2011 et le projet d'accord de libre-échange dans le domaine de l'agriculture avec l'UE. Sinon, l'UE avancera sans nous et nous nous retrouverons hors jeu en matière de politique commerciale.

Vous avez sans aucun doute remarqué que nous sommes devenus plus intransigeants en matière de politique agricole ces dernières années. Les paysans, qui ont été nos alliés pendant des décennies, se trompent quand ils disent que nous nous retournons contre eux par intérêt personnel. En Suisse, c'est connu, la promotion de la prospérité passe essentiellement par les exportations. Au final, l'agriculture en bénéficie aussi. En résumé, en l'absence de réformes dans l'agriculture, nos représentants ne seront guère en mesure de négocier par la voie bilatérale des avantages comparatifs pour le reste de l'économie. Bien entendu, nous souhaitons aussi accroître les avantages comparatifs de la paysannerie, mais cela n'est pas possible sans nouvelles mesures de libéralisation agricoles.

En ce qui concerne nos relations avec l'UE, la Suisse est sur le point de prendre une décision importante, à l'occasion de la votation populaire du 26 novembre sur la loi sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est. Il s'agit de proroger un instrument que nous connaissons déjà et qui a fait ses preuves. La nouvelle loi, qui sert de base juridique à l'aide aux nouveaux membres de l'UE et aux Etats de la CEI pour leur processus de transition, est limitée à dix ans. Le contribuable ne sera pas sollicité davantage. Et qui plus est, un oui renforcera nos relations économiques avec ces pays et créerait des opportunités supplémentaires pour nos entreprises sur les marchés de croissance de l'Est. Enfin, le oui nous permettrait de promouvoir nos bonnes relations avec l'UE.

La politique fiscale autonome des cantons, critiquée non seulement par l'UE, mais aussi à l'échelle nationale, est un autre avantage comparatif. Pour notre pays et nos cantons, elle fait partie intégrante de la souveraineté et n'est pas négociable. Au niveau mondial, la politique économique est surtout une politique des places économiques. A cet égard, une charge fiscale basse et un système de concurrence fiscale performant – équitable et équilibré grâce à la nouvelle péréquation financière –

jouent un rôle essentiel. Il importe, par conséquent, que nous conservions notre place parmi les premiers de classe malgré la concurrence acharnée à l'échelle internationale, et ce non seulement au niveau cantonal, mais aussi au niveau fédéral. Nous avons de bons atouts. Nous sommes fiers des succès remportés par nos activités de lobbying dans le domaine de la liquidation partielle indirecte et, il faut l'espérer, bientôt dans celui de l'imposition partielle des dividendes – succès également dans l'intérêt des PME – tout comme du leadership assumé au cours de ces dernières années dans la politique financière avec le Concept des dépenses et le contrôle des dépenses.

J'espère seulement, dans la perspective des décisions politiques à venir, que tous les acteurs politiques seront conscients du lien qui existe entre la compétitivité internationale des entreprises et les facteurs de site déterminants que le monde politique définit. La prise en compte de la politique européenne est importante, certes, mais elle ne doit pas devenir le seul critère, car cela nous affaiblirait.

Cela vaut aussi pour un troisième domaine central de nos activités : la politique de la formation et de la recherche. Je suis fermement convaincu que la capacité d'innovation de notre pays a fait des progrès étonnants dans les domaines économiques et technologiques ces dernières années. Nous le devons en particulier au fait que la Suisse se transforme en réseau de Hautes écoles et d'entreprises de tailles diverses à vocation mondiale. Dire que nous avons toujours enregistré la plus forte croissance quand nous avons marié nos propres idées avec celles du marché mondial est une banalité. En résumé, le plus grand atout de la Suisse réside dans sa très forte imbrication internationale, associée à ses systèmes de formation, de recherche et d'innovation qui, en comparaison internationale, sont à la pointe dans leur domaine respectif.

Le message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de la technologie pour la période 2008-2011 est attendu cet automne. La Suisse est sur le point de prendre des décisions importantes. Il est réjouissant que le Conseil fédéral ait jugé ces domaines prioritaires dans le cadre d'une planification financière stable à long terme et qu'il souhaite accroître les ressources à disposition. Malheureusement, le gouvernement, les cantons et les partis se livrent une lutte de répartition. Après l'acceptation des articles constitutionnels sur la formation au mois de mai, on se serait attendu à ce que la Confédération et les cantons ne se chamaillent pas dès leur première mise à l'épreuve. Sans compter qu'à mon avis, cela n'a aucun sens de se disputer pour des taux d'augmentation des crédits isolés. Les contenus, les structures et les mécanismes des systèmes de formation et de recherche sont bien plus décisifs. Ces derniers n'ont pas encore été définis partout. Les finances sont un aspect du problème, la qualité du système de formation et de recherche en est un autre. Dans l'intérêt d'un système de formation, d'une recherche et d'une place économique fortes, ces deux éléments doivent s'accorder. Un message FRT convaincant ne doit pas buter sur un problème financier.

A l'avenir aussi, la Suisse doit se garder de commettre des erreurs de politique économique. Nous ne devons pas détériorer sciemment le cadre monétaire stable qui est le nôtre. Une politique monétaire indépendante en est un critère important. Or cette indépendance est un des avantages comparatifs de notre pays par rapport à d'autres. Pour les entreprises, la stabilité du franc et des taux d'intérêt bas résultent de l'action d'une Banque nationale indépendante et efficace. A la fin septembre, les citoyens

suisse voteront sur l'initiative COSA. Cette dernière vise à transférer directement à l'AVS la part des bénéfices futurs de la Banque nationale qui dépasse un milliard de francs. C'est une erreur colossale. La Banque nationale doit pouvoir définir la politique monétaire sans subir de pression en ce qui concerne les bénéfices et sans devoir se préoccuper d'attentes relevant de la politique sociale. Le refus qu'economiesuisse oppose à l'initiative COSA n'est pas un non à l'AVS. Il reflète plutôt le souci de garantir notre prospérité à long terme et donc de financer durablement l'AVS.

Mesdames et Messieurs,

Confrontée à la concurrence mondiale, chacune des branches affiliées à notre Fédération évalue la situation différemment, de sorte que le potentiel de dissension au sein de l'économie s'est accru. Voici quelques exemples : la branche pharmaceutique accorde depuis toujours beaucoup d'importance à la promotion de la recherche fondamentale. Le secteur de la construction de machines, pour sa part, ne la juge pas négligeable, mais il préférerait qu'on mette l'accent sur la promotion de la technologie et de l'innovation, ce qui porterait plus rapidement ses fruits en termes de concurrence. Nous ne pouvons pas défendre une politique en matière de recherche spécifique à certaines branches, mais seulement une politique voulue par l'ensemble de l'économie. Nous pourrions tenir des propos similaires sur le thème des importations parallèles, dont les protagonistes promettent des miracles alors qu'ils n'ont souvent pas étudié le dossier en détail.

Les organisations de branches qui nous sont affiliées – et economiesuisse aussi – doivent faire leurs preuves par rapport à leurs concurrents du monde associatif afin de conserver leurs membres. Elles ressentent le besoin d'agir pour renforcer leur profil. D'une manière générale, economiesuisse y est favorable dans la mesure où cela concerne les intérêts propres des branches. Par contre, nombre d'entre nous, moi compris, regrettent que des points de vue différents soient montés en épingle par les médias dans le but de faire apparaître des désaccords réels ou supposés. Ne vaudrait-il pas mieux se réunir pour discuter des problèmes – comme nous l'avons fait pendant des décennies ? Certaines branches s'accommodent d'une perte du capital de confiance dont jouit l'économie. Au delà des aspects humains qui jouent toujours un rôle dans ce genre de situations, je ne puis le comprendre que comme la conséquence indésirable d'une reprise économique par ailleurs très positive. Cependant, une conjoncture favorable ne dure pas éternellement. L'expérience a montré que, quand l'hiver revient, les entreprises comme les organisations se regroupent, recherchant la proximité du poêle qui diffuse une agréable chaleur, tout comme chacun cherche à se faire une place au soleil.

Et pour les médias, la destruction du mythe d'une économie qui parlerait toujours d'une seule voix est plus intéressante que cette unité ennuyeuse.

Le fait qu'economiesuisse soit une organisation faïtière et qu'elle ne puisse accéder directement à sa base, soit plus de 30 000 entreprises majoritairement tournées vers l'exportation, complique la situation. Ainsi, nous sommes exposés au « filtre » des seigneurs des fédérations – en particulier celui des organisations de branche – et n'avons aucune influence sur les positions qui sont reprises ou non au sein des branches, commentées positivement ou négativement, voire rejetées. Afin de nous défaire de notre réputation d'arrogance, nous suivons en règle générale une stratégie consistant à accorder d'abord nos violons avec nos membres. Lorsqu'il n'y a pas de consensus, nous nous efforçons

d'aplanir les différends ou de conclure des compromis. Que l'existence d'une position commune au sein des organes d'economiesuisse puisse être ensuite remise en question par les membres des organes des associations de branches est un phénomène nouveau et regrettable. Le monde politique le connaît bien.

Lorsque j'aborde l'importante question de la capacité de l'économie et de ses organisations à se réformer, je ne peux exclure des aspects sociaux. En tant qu'entrepreneur, je sais que mon entreprise fonctionne bien quand elle est à l'unisson avec les idées sociales dominantes et qu'elle bénéficie de l'acceptation sociale. Il s'agit de facteurs qui se situent en dehors du cadre de l'offre et de la demande. C'est pourquoi, nous sommes un des premiers pays à avoir élaboré des principes de gouvernement d'entreprise et mis en œuvre un processus d'autorégulation qui a connu un succès surprenant. Nous l'avons fait moins en réponse aux scandales qui se sont produits dans les milieux économiques que dans un souci d'accroître la transparence. Ce processus doit se poursuivre et se poursuivra dans des domaines nouveaux et délicats. Notre groupe de travail spécialisé dans les questions de gouvernement d'entreprise planche aujourd'hui sur de nouveaux aspects du gouvernement d'entreprise. Les processus visant à fixer la rémunération des dirigeants sont, à mon avis, un domaine dans lequel la pression s'accroît. Je comprends le dilemme auquel sont confrontés les grands groupes internationaux. Cependant, une entreprise qui a le privilège d'avoir son siège en Suisse doit prendre en considération le critère de l'acceptation sociale, du moins pour ce pays. Laisser les milieux politiques réguler ce domaine délicat aboutira à des résultats sur lesquels nous n'avons pas pris. Cela risque de provoquer des dommages économiques, car les milieux politiques tiendront compte de l'état d'esprit de l'opinion et ne se soucieront pas de la compétitivité internationale. C'est la raison pour laquelle nous devons utiliser le peu de temps qu'il nous reste et privilégier la voie, sage, de l'autorégulation. Toute personne qui occupe un poste de direction dans l'économie, et qui fait donc partie de l'élite, agit certes en fonction du marché et de la loi, mais surtout sur la base de principes éthiques et dans l'intérêt général au sens large. C'est pourquoi j'aspire à une élite économique qui travaille en toute liberté pour elle-même tout en respectant la sensibilité de la collectivité. En effet, une personne qui jouit d'une certaine autorité, assume également une responsabilité dans la société.

Mesdames et Messieurs,

Comment economiesuisse se réformera-t-elle dans le contexte actuel ? Cela fait quelque temps que je planifie des réformes, mais ce sera vraisemblablement à mon successeur, aux organes et à vous tous, chers membres, de les mettre en œuvre. Leurs contours ont été esquissés et discutés. A l'heure actuelle, les réformes sont systématisées et précisées via un processus démocratique au sein de notre Fédération. En voici quelques unes :

1. Après mon départ, des représentants de PME seront toujours bienvenus et nécessaires à la direction et au Comité directeur. Ces personnes seront si possible issues de nouvelles branches économiques ou du secteur secondaire.
2. Du point de vue de la politique économique, il n'y a pas d'opposition entre la place économique et la place financière ; personnellement, j'ai trouvé que les représentants du secteur de la finance adoptaient des orientations très favorables à la place industrielle. Vue sous cet angle, la composition des organes revêt également une grande importance.

3. Il faut saluer le fait que nos membres se profilent davantage et défendent leur point de vue devant l'opinion publique. Cela ne nous porte pas préjudice. Premièrement, les intérêts communs sont les plus nombreux. Deuxièmement, cela répond à l'impératif de la transparence. Le fait, pour les milieux politiques et l'opinion publique, de connaître les auteurs de certaines positions facilite la formation d'une opinion politique.
4. Dans ce contexte, il convient également d'examiner par quels moyens nous pourrions davantage concentrer nos efforts sur des dossiers clés.
5. Les événements récents ont mis en évidence des déficits dans la communication avec nos membres. Comme je l'ai évoqué plus tôt, il est difficile pour une organisation faîtière d'accéder à sa base, c'est aussi une partie du problème avec Swissmem. Nous souhaitons donc consacrer des ressources à la recherche de solutions dans le domaine des relations publiques nous permettant de nous rapprocher des membres de nos associations.
6. Il n'a pas encore été décidé si, comme par le passé, economiesuisse tendra à élargir autant que possible sa base. A l'instar des changements structurels, beaucoup de choses sont appelées à changer. Je peux imaginer la solution consistant à homogénéiser notre base ; ne seraient ainsi admis que des membres possédant le profil adéquat. Une autre option importante serait d'accueillir, en plus des organisations, certaines de leurs entreprises membres ou des entreprises individuelles qui ne sont affiliées à aucune organisation.
7. L'activité de campagne en tant que compétence centrale d'economiesuisse n'est pas remise en question. Toutefois, il importe de déterminer encore plus précisément à quoi il vaut la peine d'affecter des ressources. Il est particulièrement important d'exercer une influence sur le processus politique à un stade précoce non seulement auprès de la Confédération et vis-à-vis des partis, mais de plus en plus aussi du côté des gouvernements cantonaux. Plus nous interviendrons tôt, plus nous pourrions éviter des campagnes onéreuses.

Mesdames et Messieurs,

Toute réforme d'economiesuisse n'a de sens que si elle contribue à soutenir les efforts visant à renforcer la qualité de la place économique – au delà des intérêts des différentes branches. C'est à cette aune qu'il faut la mesurer. La croissance et la prospérité en dépendent. J'espère convaincre aussi ceux qui pensent obtenir des avantages comparatifs pour la Suisse en se profilant.

Swissmem sera impliquée dans le processus de définition de la stratégie mentionné, car malgré son départ, ses représentants sont d'accord pour dire qu'economiesuisse joue un rôle fédérateur utile dans le paysage associatif. D'ailleurs, nous vous proposons de réélire les représentants de l'industrie MEM au Comité. Si les nouvelles structures ne devaient pas être définies clairement d'ici à la fin de l'année, les deux parties s'efforceront de trouver une solution transitoire de courte durée si possible en attendant une réintégration en tant que membre à part entière.

Mesdames et Messieurs,

economiesuisse n'est ni n'a jamais été en crise – malgré les gros titres. C'est probablement sa puissance et sa force de frappe qui ont éveillé l'intérêt de certains de nos membres, ce que les médias ont relayé avec un certain plaisir. C'est au fond un compliment pour nous et notre force.

En guise de conclusion, j'aimerais remercier le Comité directeur, la direction et les commissions pour le soutien que j'ai reçu ces cinq dernières années. Au cours de ces dernières semaines difficiles, on m'a témoigné beaucoup de sympathie et de bienveillance, ce qui a régulièrement affermi ma motivation. J'aimerais aussi remercier tout particulièrement Ruedi Ramsauer, pour son amitié et sa disponibilité de tous les instants, surtout les fins de semaine. Cela vaut également pour sa remarquable équipe.

La fonction de président d'economiesuisse est fascinante et des plus variées. Il ne sera donc pas difficile de trouver des candidats de valeur à ma succession. Cette fonction absorbe beaucoup de temps, selon le style du président. Elle prend d'autant plus de temps que le président souhaite intervenir lui-même et qu'il a du plaisir à travailler à définir des positions politiques ou des compromis. Toute personne qui se trouve dans la ligne de mire vous le dira, cette fonction est souvent très éprouvante sur le plan nerveux et pas toujours agréable.

Permettez-moi, encore, de mentionner les nombreux contacts que j'ai eu avec des représentants gouvernementaux suisses et étrangers et avec vous. Je me permets donc d'encourager tous les entrepreneurs à rechercher de telles opportunités. Il faut donner beaucoup, mais on reçoit aussi beaucoup en retour.